



LES SÉLECTIONS
DOCUMENTAIRES DE NADJA -
JUIN 2024

ADDICTIONS. REDUCTION DES RISQUES ET DES DOMMAGES

Ces documents sont disponibles en ligne ou à la demande
Nadja Asbl - Rue Souverain Pont, 56 - 4000 LIEGE
http://www.nadja-asbl.be/PMB/opac_css/

Avec le soutien de  Wallonie
familles santé
handicap
AVIQ

Le centre de documentation de Nadja vous propose une sélection de ressources documentaires sur le thème « **Addictions. Réduction des risques et des dommages** ».

« La réduction des risques (RDR) est une stratégie de santé publique et de promotion de la santé. Elle consiste à interagir avec les usagers et usagères de drogues, quel que soit le type de produit et d'usage (ponctuel, régulier, problématique), dans l'objectif de réduire les risques y afférents. Ces risques peuvent être liés à la dangerosité du produit, aux caractéristiques de consommation (quantité, fréquence, mode, polyconsommation), mais aussi à des facteurs infectieux, psychosociaux ou environnementaux connexes. (..)

Le concept de réduction des risques se développe véritablement dans les années 80. Alors que la mortalité chez les personnes atteintes du SIDA est importante, le partage de seringues parmi les usagers de drogues est identifié comme un risque élevé de transmission du VIH. Portée par des associations d'usagers et par des acteurs socio-sanitaires, la revendication de l'accès à des seringues stériles en pharmacie est considérée comme l'acte de naissance de la RDR.

Progressivement, face à l'échec de l'éradication des drogues et à la maximalisation des risques qu'entraîne la prohibition, la démarche s'étend à d'autres problématiques, remettant en question le paradigme de l'abstinence qui prévaut jusqu'alors. Elle repose sur le constat que le risque zéro n'existe pas, que la notion de risques est relative et qu'une information objective n'est pas incitatrice.

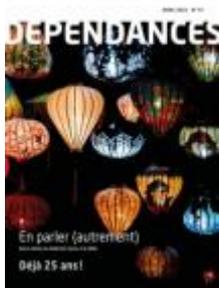
L'essor de la RDR est rendu possible grâce à une nouvelle conception de la santé publique, la promotion de la santé, qui valorise d'une part le rôle de la personne comme actrice de sa santé et d'autre part la prise en compte de ses besoins spécifiques. La RDR repose sur une approche qui considère ensemble drugs, set and setting, autrement dit le produit, l'état d'esprit de l'usager et le contexte de consommation. » (https://eurotox.org/wp/wp-content/uploads/Eurotox-Livret4_4.pdf)

Nous avons emprunté à nos collègues d'Eurotox ce résumé sur les fondements de la RDR pour introduire ce dossier qui assemble des documents publiés de 2022 à 2024, qui rendent compte des avancées de cette stratégie de santé publique à tous les niveaux d'accompagnement et de prévention des conduites de consommation.

Un clic sur le titre d'une notice renvoie vers celle-ci dans la base documentaire de Nadja <https://pmb.nadja-asbl.be/>

Les liens vers les documents sur leurs sites d'origine sont indiqués lorsque ceux-ci sont disponibles gratuitement en ligne.

Les ouvrages en prêt sont disponibles au centre de documentation, il est demandé de prendre un rendez-vous par mail : documentation@nadja-asbl.be



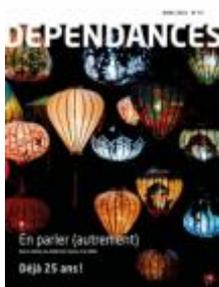
[Faire la fête consommer des substances et réduire les risques](#)

de David Perrin

In *DEPENDANCES*, n° 72 (Avril 2022), pp. 25-27

En ligne : www.grea.ch[...]

La consommation de substances psychoactives est souvent intimement liée à des moments et à des lieux festifs. David Perrin a d'abord lui-même exploré l'univers festif et la consommation des substances qui lui est associée avant de s'engager pour réduire les risques de celles et ceux qui aujourd'hui suivent ses pas.



[Parler de la prescription médicale d'héroïne](#)

In *DEPENDANCES*, n° 72 (Avril 2022), pp. 32-33

En ligne : www.grea.ch[...]

Il y a près de trente ans, la Suisse introduisait la prescription médicale d'héroïne, une mesure (inutilement) controversée et dont l'application reste encore aujourd'hui limitée à quelques rares pays. Mais, si les administrateurs et décideurs à travers le monde continuent d'ignorer une mesure thérapeutique pour tant évidente, qu'en pensent ceux et celles qui en sont les destinataires? Petit tour d'horizon avec quatre usagères et usagers du Peps à Genève - Nadia, Céline, Michel et Sébastien - qui ont bien voulu parler de leur expérience.

[Un enjeu éthique dans les sites d'injections supervisées avec un bas seuil d'exigence](#)

de Jacques Quintin, Joëlle Boivin

In *DROGUES SANTE SOCIETE*, Vol 20 n° 1 (Juin 2022), pp. 239-256

En ligne : drogues-sante-societe.ca[...]



Au Québec, les intervenants qui exercent leur mandat à l'intérieur de sites d'injections supervisées sont souvent confrontés à des enjeux éthiques qui touchent une population vulnérable et marginale. Les intervenants sont coincés entre le désir de soutenir les usagers et l'importance du respect des règlements pour assurer le bon fonctionnement du service et la sécurité des usagers dans un souci d'offrir un accès équitable. À partir d'un cas fictif, qui illustre le soi-disant manque de collaboration d'un usager ayant un comportement perturbateur et menaçant, il s'agit de décrire la difficulté et les tensions entre différentes perspectives dans le champ de l'intervention sociale. Notre démarche est phénoménologique et herméneutique avec une visée pragmatique. Les cadres théoriques d'Aristote et de Ricœur nous serviront d'appui. Nous proposons l'idée que les sites d'injections supervisées offrent un lieu de partage, d'écoute et de dialogue, voire un lieu de réflexion, de délibération et de prise de décision à l'intérieur d'une communauté de recherche, au sein de laquelle les usagers, même en état d'intoxication, ont un rôle social à jouer dans une résolution d'un problème éthique.



[Réduction des risques et des dommages appliquée à l'alcool : une expertise Inserm et des questions pratiques](#)

de Pierre Poloméni, Guillaume Airagnes

In *Politiques des drogues*, N° 2 (Février 2022), pp. 25-33

En ligne : esd.cnam.fr/...

(...) En matière d'alcool, la RDRD s'est imposée plus tardivement, d'abord en opposition avec l'abstinence, puis en cohérence avec elle depuis qu'il est établi que les risques et les dommages liés à la consommation d'alcool sont dosedépendants (Maremmani et coll., 2015). (extrait)



[Prescription d'héroïne en Suisse, regard sur 25 ans d'existence et interrogations sur l'avenir](#)

de L. Colliander

In *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, vol 24 n°2 (Juin 2022), pp. 26-28

En ligne : www.edimark.fr/...

Fleuron de la politique en matière de drogues en Suisse, le programme avec prescription de diacétylmorphine (héroïne médicale) est en place depuis maintenant bientôt 30 ans. La présente contribution propose donc de jeter un regard sur la généalogie de ce traitement et l'influence des contingences historiques sur son état actuel. Nous commencerons par rappeler brièvement ses origines, son développement, ainsi que ses principaux résultats. Dans un deuxième temps, nous proposerons une réflexion sur le rôle joué par 2 facteurs spécifiques que sont la médicalisation et le rôle des crises sanitaires dans l'évolution passée, présente et future du programme. [Extrait]



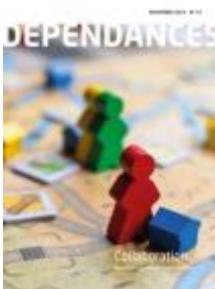
[Quelle réduction des risques pour les psychédéliques aujourd'hui?](#)

de Quentin Ulveling

In *DEPENDANCES*, °N° 73 (Août 2022), pp. 28-32

En ligne : www.grea.ch/...

ELEUSIS est une association qui regroupe médecins, infirmiers, chercheurs, usagers et praticiens spirituels, autour d'un objectif commun : mieux comprendre les psychédéliques en encourageant le dialogue et la recherche. Son secrétaire général propose une réflexion autour de la réduction des risques.



[La réduction des risques en prison : choc de cultures, choc de législations](#)

de Ludovic Lacroix, Nicolas Peigné

In *DEPENDANCES*, N° 74 (Novembre 2022), pp. 17-20

En ligne : www.grea.ch/...

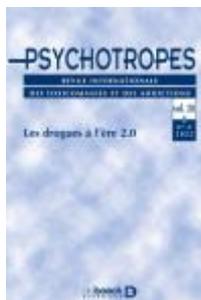
En 1996, une initiative des Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) a permis d'implémenter un programme d'échange de matériel d'injection stérile en milieu carcéral. Dans un contexte où l'équivalence des soins est une nécessité, mais où la santé peine encore à trouver sa place, la question de la réduction des risques est encore confrontée à de nombreux défis.

« Strong as fentanyl, safe as marijuana » : sociologie de l'émergence d'un opioïde de synthèse sur les cryptomarchés

de Thomas Bujon, Philémon Dècle

In *PSYCHOTROPES*, Vol 28 n°2 (Septembre 2022), pp. 71-92

En ligne : [www.cairn.info/...](http://www.cairn.info/)



Cet article traite de l'introduction sur les cryptomarchés d'un nouvel opioïde de synthèse dont le statut de Research Chemical vient concurrencer l'héroïne ou le fentanyl. À partir d'une exploration de forums spécialisés dans la réduction des risques au tout début de l'année 2020, il s'agit de décrire la manière dont les usagers d'opiacés enquêtent et expérimentent ce nouvel opioïde en s'appuyant à la fois sur leur propre expérience des opiacés et sur une expertise scientifique acquise par la fréquentation d'espaces communautaires et réseaux informatiques alternatifs. Le but de cette étude est de montrer comment la réduction des risques apparaît à la fois comme une norme contraignante pour les usagers relatant leur expérience et l'occasion pour les usagers de mettre la main sur un marché qui habituellement leur échappe.

Actualités de la réduction des risques : trois questions à Catherine Duplessy

de C. Duplessy, Didier Touzeau

In *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, vol 24 n° 4 (Oct.-nov.-déc. 2022), pp. 6-8

En ligne : [www.edimark.fr/...](http://www.edimark.fr/)

La réduction des risques est toujours l'objet de critiques souvent dues au manque d'informations sur les objectifs réels de cette modalité particulière de santé publique : préserver des vies en diminuant les dommages liés à l'usage de drogues.

Catherine Duplessy a démarré son activité en réduction des risques au sein de l'association SAFE en 2001, après un engagement d'une dizaine d'années au sein d'une association

humanitaire française, spécialisée dans les opérations médicales d'urgence et posturgence. SAFE porte 2 principales missions. La première est l'accès au matériel de consommation à

moindres risques, qui s'appuie sur la gestion d'un dispositif d'automates distributeurs de matériel de prévention et sur la coordination du réseau national de réduction des risques

à distance et pour lequel SAFE assure la mise en œuvre opérationnelle en Île-de-France, Normandie, Corse et dans les départements et territoires

d'Outre-mer. La seconde est une mission nationale d'appui au développement des stratégies et supports de réduction des risques, basée sur des recherches d'actions et la création partenariale d'outils.

[Expérimentation de la mise à disposition de dosettes de bicarbonate de sodium pour baser la cocaïne](#)

de M. Torres-Leguizamon, E. Boisdrion, P. Favrel, et al.

In *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, vol 24 n° 4 (Oct.-nov.-déc. 2022), pp. 10-14

En ligne : [www.edimark.fr\[...\]](http://www.edimark.fr[...])



En France, depuis plus de 10 ans, les usages de cocaïne basée/crack se développent. Les agents alcalins principalement utilisés pour baser la cocaïne sont le bicarbonate de sodium et l'ammoniaque. Les usagers, dans leur grande majorité, transforment eux-mêmes la cocaïne à l'aide d'ammoniaque, ce qui peut entraîner des problèmes de santé. Depuis 2019, nous distribuons des dosettes de bicarbonate de 0,5 g et 1 g et nous étudions l'acceptabilité de l'utilisation du bicarbonate de sodium par les usagers. Dans l'ensemble, leur utilisation a été très appréciée. La majorité des participants déclare souhaiter utiliser les dosettes de bicarbonate si elles sont distribuées et recommander leur utilisation à des tiers. Les commentaires recueillis font principalement référence aux bénéfices pour la santé, ainsi qu'à la praticité de la mise à disposition de dosettes.

[Le zine, la face cachée de la société : prise de parole de jeunes adultes en situation de précarité](#)

de Ana Cecilia Villela Guilhon, Isabelle Antigua

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 7 (Décembre 2022), pp. 13-14

En ligne : [www.calameo.com\[...\]](http://www.calameo.com[...])



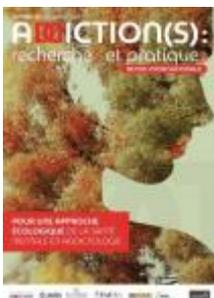
« La Face cachée de la société » est un projet de création artistique mené par des jeunes en situation de précarité sociale, usagers de services en réduction des méfaits et engagés dans un projet de recherche visant à améliorer les services qui leur sont offerts. Résultat, la réalisation d'une publication sous la forme d'un zine.

[L'approche intégrative : un partenariat tripartite autour d'une éthique du soin](#)

de Georges Brousse, Alain Morel

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 7 (Décembre 2022), pp. 15-16

En ligne : [www.calameo.com\[...\]](http://www.calameo.com[...])



Penser l'accompagnement des personnes présentant des pathologies « duelles », c'est-à-dire combinant addictions et pathologies mentales, c'est ouvrir le champ d'une nouvelle clinique intégrative et d'une nouvelle écologie du soin. Une clinique à la fois globale, plurielle et expérientielle. Une écologie du soin d'autant plus efficace qu'elle associe des compétences professionnelles en psychiatrie et en addictologie, en partie partagées et en partie complémentaires, et qu'elle associe dans le même temps les savoirs expérientiels du patient, au service du mieux-être de celui-ci. La qualité du soin repose donc sur celle d'un partenariat à trois, basé à la fois sur une éthique commune du soin, la reconnaissance de l'usager comme premier acteur et la réduction des risques comme premier fil conducteur.

[Se libérer de l'hypermédicalisation](#)

de Jean-Maxence Granier, Thomas D'Hauteville, Stéphanie Romanens-Pythoud, et al.

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 7 (Décembre 2022), pp. 17-18

En ligne : [www.calameo.com\[...\]](http://www.calameo.com[...])



Des expériences montrent que pratiques addictives et maladies psychiques peuvent être traitées et, parfois même éradiquées, grâce à une vraie implication de l'utilisateur lui-même. À la clef, démedicalisation et autodétermination pour que la définition même de traitement puisse changer.

[La clandestinité : nouvel horizon du travail social](#)

de Kris Meurant, Edgar Szoc

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, N° 100 (Octobre-décembre 2022), pp. 21-22

En ligne : [prospective-jeunesse.be\[...\]](http://prospective-jeunesse.be[...])



La gravité de la situation sociale et sanitaire contraint le travail social à des innovations incessantes, qui remettent en question le cadre et les règles les plus établies, même pour les institutions à bas seuil d'accès. Rencontre avec Kris Meurant, directeur du centre de crise de Transit.

[Sous les pavots la plage](#)

de Karine Garcia, Edgar Szoc

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, N° 100 (Octobre-décembre 2022), pp. 23-25

En ligne : [prospective-jeunesse.be\[...\]](http://prospective-jeunesse.be[...])



Le cri des coquelicots recueilli, lors d'une journée à la côte belge, les paroles de quelques femmes (ex-)toxicomanes vivant des situations de précarité. Réalisé par la vidéaste bruxelloise Elisa VDK entourée de Sophie Godenne et de Mélissa Laurent, infirmière et travailleuse sociale à l'asbl Dune, ce film porte avec sensibilité la voix de ces femmes, d'ordinaire invisibles et nous montre la double peine que la société leur inflige. Il offre des portraits de femmes aux parcours difficiles, précaires, mais toujours dignes, fortes malgré la violence subie dans un monde inégalitaire encore plus flagrant et injuste lorsque qu'on le vit dans la peau d'une femme. Rencontre avec Elisa VDK, Sophie Godenne et Mélissa Laurent autour de la précarité au féminin

[Interview](#)

de Michel Kazatchkine, Camille Robert, Barbara Broers

In *DEPENDANCES*, N° 75 (Avril 2023), pp. 18-21

En ligne : [www.grea.ch\[...\]](http://www.grea.ch[...])

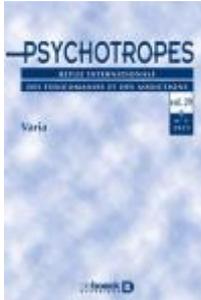


[LSD et MDMA en combinaison \(Candy Flip\)](#)

de Pierre Poloméni

In *PSYCHOTROPES*, Vol 29 n°1 (2023/1), pp. 89-108

En ligne : [www.cairn.info/...](http://www.cairn.info/)



Les adolescents et jeunes adultes participant à des événements musicaux consomment fréquemment des substances psychoactives pour améliorer la qualité des relations et des perceptions. Parmi ces substances, une association de LSD puis de MDMA, prises à une heure d'intervalle, dénommée Candy Flip, connue depuis longtemps, bénéficie d'une bonne réputation. Notre travail explore ces substances en association, déterminant les effets positifs et les risques, afin de mieux conseiller les jeunes usagers fréquentant les structures de soins. L'accent est mis sur les co-consommations (alcool, cannabis...) et les risques liés à l'utilisation de nouveaux produits moins bien documentés.

[Consommation à faible risque d'alcool : le moins, le mieux ?](#)

de Jennifer Muradbegovic, Thierry Favrod-Coune

In *Revue Médicale Suisse*, n° 830 (Juin 2023), pp. 1118-1122

En ligne : [www.revmed.ch/...](http://www.revmed.ch/)



Les limites de consommation à faible risque d'alcool sont débattues depuis plusieurs années par des groupes d'expert-e-s et varient selon les pays. Au Canada, les nouvelles limites de consommation à faible risque proposent un seuil inédit et historiquement bas, à 2 verres standards (de 3,6 grammes) ou moins par semaine, alors qu'en Suisse, elles se trouvent à 5 verres standards (de 10 g) par semaine pour les femmes, 10 pour les hommes. Dans cet article, nous effectuons une revue non systématique de la littérature sur les risques et bénéfices liés à la consommation d'alcool, puis nous comparons l'évolution des diverses limites de consommations établies depuis 30 ans. Enfin, nous proposons un regard critique afin de soutenir une prise de décision libre et éclairée de chacun-e-s quant à sa consommation.

[Drogues : mineur-e-s et réduction des risques ?](#)

de Jean-Baptiste Armengaud, Carole-Anne Baud, et al.

In *Revue Médicale Suisse*, n° 830 (Juin 2023), pp. 1127-1131

En ligne : [www.revmed.ch/...](http://www.revmed.ch/)



La consommation de substances soumises à contrôle (stupéfiants et substances psychotropes) présente des risques accrus pour les mineur-e-s. Pourtant, ces derniers sont généralement exclus des offres existantes de réduction des risques et des méfaits (par exemple, locaux de consommation, drug checking, échange de matériel de consommation). Sur la base de considérations de santé publique, les auteurs recommandent la création de services de réduction des risques dédiés aux mineur-e-s.

Soins résidentiels et écosystème social de santé

de Alain Morel

In *DEPENDANCES*, N° 76 (Septembre 2023), pp. 7-10

En ligne : www.grea.ch/...



Comment penser la place des soins résidentiels dans le système plus large auquel il appartient et comment adopter une perspective qui réponde aux défis actuels de la prise en charge en coopérant avec les personnes concernées dans une approche transdisciplinaire. Alain Morel trace quelques pistes pour le faire mais aussi pour savoir où l'on se place et à quel niveau l'on intervient (réd).

La communauté thérapeutique: adaptation française d'un modèle très présent au niveau international

de Nicolas Bourguignon

In *DEPENDANCES*, N° 76 (Septembre 2023), pp. 18-21

En ligne : www.grea.ch/...



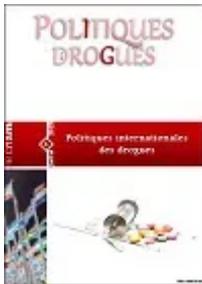
Alors qu'elles ont longtemps fait l'objet d'un rejet en raison de leur caractère directif et de leur dimension religieuse, les communautés thérapeutiques connaissent renouveau dans lequel approche communautaire, outils de la réduction des risques et de l'addictologie moderne se combinent. La France joue un rôle précurseur dans ce domaine, comme le montre notamment un projet mené dans la région bordelaise (réd).

Usagers de drogues et politique des drogues

de Anne Coppel

In *Politiques des drogues*, N°4 (Juillet 2023), pp. 20-25

En ligne : esd.cnam.fr/...



Cet article retrace l'histoire de l'implication des usagers de drogues dans les politiques de santé publique depuis l'épidémie de sida, la création d'ASUD (Auto-Support des Usagers de Drogues), l'appropriation de la réduction des risques par les usagers.

Réduction des dommages associés à l'alcool : les stratégies de prévention et d'accompagnement soulignées par l'expertise collective Inserm

de Marie Lhosmot-Marquet, Laurent Watroba, Laurent Fleury

In *BULLETIN EPIDEMIOLOGIQUE HEBDOMADAIRE*, N° 11 (Juin 2023), pp. 172-177

En ligne : beh.santepubliquefrance.fr/...



La Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives et la Direction générale de la santé ont sollicité l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la réalisation d'une expertise collective actualisant les connaissances scientifiques sur l'alcool, ses effets sur la santé, les niveaux et modalités d'usages associés à sa consommation en France, ainsi que les stratégies de prévention et d'accompagnement efficaces. Ce travail s'appuie essentiellement sur les données issues de la littérature scientifique disponible à la fin du premier semestre 2020. Reposant sur l'analyse critique de plus de 3 600 documents par 12 experts,

cette expertise a permis d'émettre des recommandations d'action et de recherche dans l'objectif de renforcer la prévention auprès de la population. Cet article présente ici quelques-unes des principales recommandations issues de ce travail collégial publié en 2021. Toute consommation d'alcool étant nuisible pour la santé, il est nécessaire d'en limiter l'accès et d'en réduire l'attractivité. Un des leviers pour cela est de rétablir la loi Évin telle qu'initialement rédigée, puis de la renforcer.

La prévention passe par plusieurs enjeux prioritaires : l'information sur le risque lié à la consommation d'alcool, la mise en place de campagnes encourageant des périodes sans consommation du type « mois sans alcool » et le renforcement des facteurs de protection avant l'âge de la première consommation. Ces facteurs sont collectifs, avec par exemple la régulation du nombre et de la concentration des lieux de ventes, ou encore la réduction des horaires de vente ; mais ils sont aussi individuels (renforcement des compétences psychosociales, etc.) et familiaux (soutien à la parentalité, etc.). Par ailleurs, les professionnels de santé de premier recours devraient être davantage formés aux stratégies de dépistage et aux différentes méthodes d'intervention efficaces. De manière générale, il est indispensable d'augmenter les moyens de la recherche, de l'enseignement et de la prévention sur l'alcool, et de mettre en place une réelle politique de réduction des risques et des dommages via une réduction des consommations.

[Sage usage : au Québec, un programme vivant, à l'image de la culture des premières nations et des inuit](#)

de Chantal Plourde, Pascale Alarie-Vézina, Anita Rock, et al.

In *ADDICTION(S) : RECHERCHES ET PRATIQUES*, N° 8 (2024), pp. 30-33

En ligne : [www.calameo.com\[...\]](http://www.calameo.com[...])



« Sage Usage apporte un nouvel éclairage concernant la consommation. Nous constatons une nouvelle réalité qui n'est plus de rester sobre pendant une période plus au moins longue. Il y a des usagers qui veulent contrôler leur consommation en la réduisant. Ils ne sont pas prêts à l'idée de cesser toute consommation. L'abstinence totale peut être contraignante pour eux. » (extrait)

[La « régulation des consommations » en addictologie : vers un nouveau paradigme socio-éducatif ?](#)

de Brandon Dutilleul

In *Sciences et actions sociales*, N° 19 (2023/1), pp. 139-156

En ligne : [journals.openedition.org\[...\]](http://journals.openedition.org[...])



Cet article souhaite rendre compte de la pertinence d'un changement de paradigme en addictologie en s'appuyant sur une dimension socio-éducative. Après avoir longtemps considéré l'addiction comme une maladie et l'abstinence comme seul moyen de traiter l'addiction, il semble aujourd'hui important de reconnaître certains effets d'efficience thérapeutique contrastés que ces approches induisent. À l'heure d'une

reconsidération de cette philosophie d'accompagnement, déjà engagée par d'autres, il nous semble important de questionner la place du choix dans les stratégies d'accompagnement proposées et la présence des consommations dans les parcours de vie. L'approche par la « régulation des consommations » permet justement de réintégrer le sens que les acteurs accordent à l'expérience vécue et singulière de leur(s) consommation(s).

[Drogues : le GBL a remplacé le GHB, mais les risques restent les mêmes](#)

de Laurent Karila, Amine Benyamina, Nicolas Authier

[S.l.] : The conversation.com, 2022, 6 p.

En ligne : [theconversation.com\[...\]](https://theconversation.com/)



Le mouvement #BalanceTonBar, lancé en Belgique, prend de plus en plus d'ampleur en France et en Europe. Sous ce hashtag sont rassemblés quantité de témoignages de personnes violées après qu'une substance capable d'abolir le discernement a été versée dans leur boisson, généralement au cours de soirées dans des bars, des clubs ou des fêtes étudiantes.

Les agresseurs sexuels ont recours à divers composés pour droguer leurs victimes : alcool, anxiolytiques tels que les benzodiazépines (plus connues sous leurs appellations commerciales : Rivotril, Xanax, Rohypnol...), analgésiques comme la kétamine, voire les antihistaminiques. Mais l'une des substances fréquemment utilisées est l'acide gamma-hydroxybutyrique (gamma-hydroxy-butyrat ou GHB), aussi appelé « G » ou « ecstasy liquide ».

Interdit à la vente, cet agent de soumission chimique a été remplacé par une autre molécule, le gamma-butyrolactone (GBL), qui se transforme en GHB une fois ingérée. Mais dans les deux cas, les conséquences pour la santé peuvent être graves, au-delà de l'agression en elle-même. (début de l'article)

[Médias, cocaïne et réduction des risques](#)

de Jean Clot

[S.l.] : REISO.org (Revue d'Information Sociale), 2022, 4 p.

En ligne : [www.reiso.org\[...\]](https://www.reiso.org/)



Favoriser les échanges de connaissances et de pratiques entre les professionnel·le·s de terrain, les chercheur·euse·s et les médias, pourrait permettre d'éviter de perpétuer des représentations induisant des risques lors de la consommation de cocaïne. C'est l'analyse de Jean Clot, collaborateur scientifique du GREA et sociologue.

Cet article propose une brève analyse qui conjugue des contributions théoriques sur les représentations sociales et des savoirs professionnels et expérimentiels en matière de réduction des risques. A travers ce parallèle il s'agit de susciter une réflexion par rapport à l'usage qui est fait des images dans les médias lorsqu'il est question de cocaïne.

Rapport "chemsex"

de Amine Benyamina

[S.I.] : Ministère des Solidarités et de la Santé, 2022, 74 p.

En ligne : www.vie-publique.fr/...



Le chemsex correspond à la consommation de substances psychoactives lors de rapports sexuels. Le but étant d'initier, faciliter, prolonger ou améliorer ces derniers à travers les différents effets psychoactifs des molécules consommées. Ces pratiques se sont développées en France à partir des années 2010 en lien avec l'arrivée de nouveaux produits de synthèse, principalement appartenant à la famille des cathinones.

À ce jour, peu de données consolidées existe pour quantifier l'ampleur du phénomène et évaluer la part des populations touchées. Les données actuellement disponibles sont, d'une part, celles constatées par les professionnels de santé, observant différentes problématiques sanitaires, notamment addictives aux drogues, infectieuses ou encore liées à la santé mentale. D'autre part, les remontées des acteurs associatifs sur le terrain, qui font état d'une augmentation du nombre d'utilisateurs et de consommations problématiques révélées par le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19 pendant l'année 2020.

Face à ce phénomène en apparente croissance, un des enjeux est d'outiller les professionnels pour le repérage, la prévention et la prise en charge des problématiques potentiellement engendrées par ces pratiques.

Ce rapport établit un état des lieux sur l'ampleur du phénomène, les risques associés aux produits psychoactifs utilisés et les impacts sanitaires engendrés par ces pratiques. Les recommandations formulées permettent d'enrichir les actions portées par le ministère des solidarités et de la santé autour du chemsex dans le cadre de la feuille de route santé sexuelle 2021-2024 dont le premier jalon est consacré à l'amélioration du repérage et de la prise en charge des personnes pratiquant le chemsex.

[Les solutions pour la prise en charge des consommateurs de crack. De la réduction des risques au soin. Note de plaidoyer](http://www.federationaddiction.fr)

Février. Paris (<http://www.federationaddiction.fr>) : Fédération Addiction, 2022, 6 p.

En ligne : www.federationaddiction.fr/...

Alors que le cahier des charges des « haltes soins addictions », nouveau nom des « salles de consommation à moindre risque », vient de paraître au Journal officiel, la Fédération Addiction tient à rappeler la complémentarité des dispositifs pour la prise en charge des consommateurs de crack. Car les solutions existent : elles allient réduction des risques et soin. Avec toujours au cœur de nos préoccupations : les besoins et la santé des personnes, sans perdre de vue les enjeux de tranquillité publique.

[Nightlife. Les enjeux liés à l'usage de substances psychotropes en milieu festifs : Les intervenants t'informent, te conseillent et t'orientent](#)

Lausanne (<http://www.grea.ch/>) : GREAA, 2022, 16 p.

En ligne : [www.grea.ch/...](http://www.grea.ch/)



Le GREAA publie une brochure sur la prévention et la réduction des risques en milieux festifs. Première publication du genre en Suisse, la « Brochure Nightlife » décrit l'importance d'apporter un encadrement spécifique pour prévenir et éviter les dommages en cas de consommation de substances. À l'adresse des professionnels, la brochure propose de mettre en évidence le sens et les valeurs de l'intervention ainsi que les ressources existantes en Suisse romande.

[Civil society monitoring of harm reduction in Europe 2021. Data report](#)

de Rafaela Rigoni, Tuukka Tammi, Dan Van der Gouwe, et al.

Amsterdam (Pays-Bas) : Réseau européen de la réduction des risques, 2022, 114 p.

En ligne : [idpc.net/...](http://idpc.net/)



Il s'agit du 3ème et dernier rapport de suivi C-EHRN dirigé par la société civile qui est produit dans le cadre de la subvention de fonctionnement du programme de santé de l'UE (2018-2021). Le principal but et sujet des activités du "C-EHRN monitoring" est d'améliorer la connaissance et l'information et compléter les données existantes et les efforts de surveillance en Europe et dans des domaines spécifiques de la réduction des risques basés sur la perspective de l'organisation de la société civile (CSOs). La collection de données permet l'accès à l'implémentation de certaines politiques en matière de drogue et de santé à un niveau national et local et supporte les efforts de sensibilisation à un niveau Européen et en tant qu'Etat membre de l'UE.

[Espaces genrés des drogues. Parcours dans l'intimité, la fête et la réduction des risques](#)

de Mélina Germes, Jenny Künkel, et al.

Lormont : Le Bord de l'eau, 2022, 264 p. (Documents)



Les perceptions des drogues et des problèmes qui y sont associés sont biaisées en faveur d'une représentation androcentrée et cis-hétéronomée. Dans l'imaginaire et les discours publics, les femmes, personnes queers et trans sont considéré.e.s comme des exceptions - soit implicitement abstinent.e.s, soit avec des conduites à haut risque comme les travailleuses du sexe, les mères toxicomanes, les femmes agressées dans les fêtes ou les chemsexuels gays. Ces représentations sont partagées et parfois amplifiées par les politiques publiques de lutte contre les stupéfiants, les pratiques ordinaires de la police ou encore les professionnel.le.s en charge de la prévention et de la réduction des risques.

En questionnant les constructions de genre autour de la consommation de drogue et d'alcool, cet ouvrage vise aussi à sortir de l'implicite neutralité des

dispositifs institutionnels, à se détacher de la dichotomie simplificatrice entre espaces publics et privés pour privilégier des analyses fines des espaces, spatialités et enjeux spatiaux.

Les contributions de cet ouvrage dévoilent ces biais de perception et dessinent une nouvelle géographie des drogues en montrant l'ancienneté et la variété des consommations féminines et LGBTIQ de drogue et d'alcool. Traversant plusieurs contextes sociaux, une diversité de lieux et de villes, il contribue à rendre visibles les pratiques, leurs significations ainsi que les luttes et rapports sociaux de pouvoir qui les accompagnent.

[Mise à disposition de Naloxone aux consommateurs d'opioïdes](#)

Octobre. Bruxelles : CSS (Conseil Supérieur de la Santé), 2022, 28 p. (Avis ; 9695)

En ligne : [www.health.belgium.be\[...\]](http://www.health.belgium.be[...])



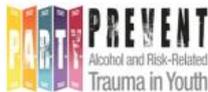
Dans cet avis scientifique, qui propose des lignes directrices aux responsables des politiques en matière de santé publique, le Conseil supérieur de la Santé de Belgique émet des recommandations sur la mise à disposition de naloxone aux consommateurs d'opioïdes en Belgique.

[P.A.R.T.Y. project. Prevention and Harm Reduction Actions Towards Young People. Methodological Guide for Online Harm Reduction](#)

de Preventive Actions and Risk Reduction Towards young people P.A.R.T.Y.

Mons (Belgique) : P.A.R.T.Y. Preventive Actions and Risk Reduction Towards young people, 2022, 68 p.

En ligne : [feditobxl.be\[...\]](http://feditobxl.be[...])



Cette expérience de réduction des risques en ligne liée à la consommation de drogues en ligne a été construite à partir du projet PARTY. Il s'agit d'une partie de la coopération européenne territoriale du programme "Interreg V". Ce guide méthodologique offre l'opportunité de relayer et partager cette expérience. Le projet PARTY, qui regroupe des opérateurs belges et français qui travaillent dans la réduction des risques, a pour but d'améliorer la responsabilité parmi les publics frontaliers (en ligne et dans la scène PARTY) en facilitant l'accès à la prévention et aux outils de réduction des risques. Le projet vise également à améliorer le contexte en entraînant les individus impliqués et en les tenant informés de leurs responsabilités (via les nuits de qualités, les événements de qualité et des labels de bar de qualité).

[Harm Reduction for People Who Use Drugs. Priorities for Investment and Increased Impact in HIV Programming](#)

de The Global Fund

Novembre. Genève (Suisse) : The Global Fund, 2022, 40 p.

En ligne : [idpc.net\[...\]](http://idpc.net[...])



Ce dossier vise à aider les candidats au Fonds mondial à planifier et à développer des programmes efficaces de lutte contre le VIH et l'hépatite C pour les personnes qui consomment des drogues, particulièrement celles qui pratiquent l'injection. Les candidats devraient consulter la Note

d'information sur le VIH du Fonds mondial et le Manuel du cadre modulaire, qui détaillent l'ensemble des interventions biomédicales, comportementales et structurelles que le Fonds mondial soutient dans le cadre d'une riposte globale au VIH. Ce dossier, qui s'inspire de l'examen des programmes antérieurs et des orientations des partenaires des Nations Unies, souligne les leçons et les recommandations particulières pour les programmes de réduction des risques. Comblent l'écart de prévention du VIH pour les populations clés, y compris les personnes qui s'injectent des drogues, est une priorité de la stratégie 2023-2028 du Fonds mondial. Éliminer les obstacles aux services liés aux droits de la personne, et veiller à ce que le leadership communautaire soit au cœur de la riposte au VIH, sont également des priorités stratégiques.

[Crack et free base. Informations pour les professionnels des addictions](#)

de Marc Marthaler, Célia Bovard
Berne (Suisse) : Infodrog, 2022, 5 p.
En ligne : www.infodrog.ch[...]

Free base ou crack ? Quelles sont les formes de consommation ? Quels sont les effets ?

Infodrog explique que le crack et la free base sont fabriqués à partir de la cocaïne et sont destinés à être fumés. Quand la cocaïne est portée à ébullition avec du bicarbonate de sodium ou dans une solution aqueuse avec de l'ammoniaque, de l'éther ou du chloroforme, elle se présente alors sous la forme d'une base libre (de cocaïne) formant des morceaux, des grumeaux ou de petits cailloux (« rocks ») de couleur brune à beige.

Les risques à long terme sont nombreux. La cocaïne est en effet une substance à haut effet addictif. Les formes de dommages que la cocaïne entraîne sont de types neurologique et inflammatoire et touchent plusieurs organes vitaux. C'est pourquoi la réduction des risques joue un rôle majeur. Les personnes présentant plusieurs pathologies (asthme, maladies du cœur, etc.) sont à risque. La consommation de cocaïne ne devrait jamais être associée à l'alcool.

[How can people who use drugs use it effectively?](#)

de Réseau international des personnes qui consomment des drogues (INPUD)

Janvier. Le Grand-Saconnex (Suisse) : Global Fund to Fight AIDS, TB and Malaria, 2023, 22 p.

En ligne : idpc.net[...]



Le Fonds mondial investit plus de 4 milliards de dollars US par an pour soutenir des programmes dans plus de 100 pays à revenu faible ou intermédiaire et s'engage à protéger et à promouvoir les droits de l'Homme, y compris ceux des populations clés. Il est donc essentiel que la corruption, la fraude, les violations des droits de l'homme, la mauvaise gestion et l'utilisation abusive des fonds du Fonds mondial soient signalées, fassent l'objet d'une enquête et soient résolues. Le Fonds mondial a chargé le Bureau de l'Inspecteur général (OIG) d'enquêter sur les irrégularités dans les programmes qu'il soutient et de fournir des mécanismes de plainte efficaces

pour que les dénonciateurs puissent signaler tous les actes répréhensibles liés aux activités du Fonds mondial. L'objectif principal de ce mécanisme est de garantir à tous un accès égal à des services et programmes de haute qualité, et de fournir aux communautés un canal de communication sécurisé pour exprimer leurs préoccupations concernant les infractions présumées.

[Psychédéliques. Manuel de réduction des risques](#)

de Kali Carrigan, Laetitia Carrive, Romain Hacquet, et al.

Joinville-le-Pont : Société psychédélique française, 2022, 87 p.

En ligne : [societepsychedelique.fr\[...\]](http://societepsychedelique.fr[...])



Cet ouvrage est un manuel de réduction des risques et des dommages associés à la consommation de substances psychédéliques. La réduction des risques est un ensemble de pratiques et de connaissances dont le but est de réduire l'impact négatif d'actions, notamment la consommation de substances psychotropes, pouvant occasionner des troubles sur la santé physique et mentale.

Ce manuel se focalise sur les substances psychédéliques. Il apporte un ensemble de conseils et de bonnes pratiques à mettre en place a priori et a posteriori pour limiter les expériences pouvant affecter négativement les personnes consommant ces substances. Il ne constitue en rien une incitation à l'usage de substances illégales ou à la prise de risque. Nous insistons sur le fait que le risque zéro n'existe pas.

Le contenu présenté ici s'adresse à tout le monde : consommatrices et consommateurs, professionnels de la santé, « trip sitters », associations de réduction des risques, quel que soit le contexte de consommation.

[Using the Global Drug Survey for harm reduction](#)

de Adam R. Winstock, Emma L. Davies, Jason A. Ferris, et al.

Juin. Lisbonne : EMCDDA, 2022, 9 p.

En ligne : [www.emcdda.europa.eu\[...\]](http://www.emcdda.europa.eu[...])

Le Global Drug Survey (GDS) est une enquête annuelle détaillée en ligne sur la consommation de substances psychoactives, lancée pour la première fois en 2011. Les 10 enquêtes GDS réalisées à ce jour ont permis de recueillir des données auprès de plus de 900 000 répondants, contenant des informations qui peuvent répondre à des questions clés et inédites liées à l'épidémiologie de la consommation de substances psychoactives, ainsi qu'à l'élaboration de ressources pragmatiques de réduction des risques qui mettent les personnes au premier plan. Ce chapitre examine l'histoire du GDS et la gamme d'outils de réduction des risques qui ont été créés à partir des données de l'enquête, soulignant l'importance de la diffusion de l'expertise des pairs pour favoriser un changement de comportement positif. Il s'agit notamment de plusieurs applications de santé mobile développées à partir des données du GDS, visant à démanteler les obstacles au changement de comportement en tenant compte des facteurs de risques individuels. Par exemple, l'outil Drugs Meter permet aux personnes de comparer leur consommation de cannabis, de cocaïne ou de MDMA du mois dernier à celle de dizaines de milliers d'autres personnes, ce qui permet aux consommateurs de drogues de participer à un dialogue sur leur

consommation. Cela met en évidence le potentiel de l'utilisation des données recueillies dans le cadre d'enquêtes en ligne pour développer des outils en ligne pratiques pour promouvoir la réduction des risques parmi les personnes qui consomment des drogues.

[Meeting people where they are: implementing hospital-based substance use harm reduction](#)

de Rachel Perera, Louise Stephan, Ayesha Appa, et al.

Février. [S.l.] : Springer Nature, 2022, 7 p. (Harm reduction journal ; 19 (1))

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...



Les soins hospitaliers en matière de toxicomanie se concentrent sur l'évaluation et le diagnostic des troubles liés à la consommation de substances, la gestion du sevrage et la mise en place de médicaments pour le traitement de la toxicomanie. La réduction des risques en milieu hospitalier se limite généralement à la prescription de naloxone. Les hôpitaux peuvent mieux servir les personnes souffrant de troubles liés à la consommation de substances en intégrant l'éducation à la réduction des risques et la fourniture d'équipements dans les soins essentiels en matière de dépendance. Nous décrivons la mise en œuvre d'une intervention hospitalière qui fournit une éducation à la réduction des risques et du matériel (par exemple, des seringues, des pipes et des bandes de test pour le fentanyl) aux patients par l'intermédiaire d'une équipe de consultation en toxicomanie dans un hôpital urbain à réseau de sécurité.

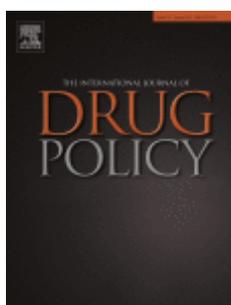
Méthodes : Nous avons effectué une évaluation des besoins pour déterminer les besoins des patients en matière de réduction des risques. Nous avons établi un partenariat avec une organisation communautaire qui nous a fourni du matériel de réduction des risques et une formation. Nous avons obtenu le soutien de la direction, des responsables de la réglementation et du personnel infirmier. Après avoir assuré la conformité réglementaire, formé notre équipe et développé un flux de travail, nous avons mis en œuvre ce programme de réduction des méfaits qui fournit de l'éducation et de l'équipement aux personnes dont les objectifs de consommation de substances ne comprennent pas l'abstinence.

[Effects of media representations of drug related deaths on public stigma and support for harm reduction](#)

de Harry R. Sumnall, Amanda Atkinson, Catharine Montgomery, et al.

Janvier. [S.l.] : Elsevier, 2023, 12 p. (The international journal on drug policy ; 111)

En ligne : idpc.net/...



Les décès liés à la drogue atteignent des niveaux historiquement élevés au Royaume-Uni (RU), mais certaines approches susceptibles de réduire le risque de mortalité restent controversées. Le soutien du public apporte une contribution importante au développement de la politique en matière de drogues, mais il existe des niveaux élevés de stigmatisation publique à l'égard des personnes qui consomment des drogues (PWUD), et cela est en partie façonné par les représentations des médias. Nous avons cherché à savoir si la description des caractéristiques des défunts représentés dans les

articles de presse sur la RD était associée à des différences d'attitudes stigmatisantes et de soutien à la politique de réduction des risques. Méthodes : Nous avons entrepris une étude transversale en ligne avec une conception randomisée, menée auprès d'un échantillon représentatif au niveau national (Royaume-Uni). Les participants (N = 1280) se sont vus présenter de manière aléatoire l'un des huit reportages simulés sur un décès qui différait selon la drogue (ecstasy ou héroïne), le sexe (homme ou femme) et l'âge (jeune ou plus âgé) du défunt. Les données ont été analysées à l'aide de MANOVA.

[Support, don't punish: Drug decriminalization is harm reduction](#)

de Jeffrey P. Bratberg, Adrienne Simmons, Vibhuti Arya, et al.
Décembre. [S.l.] : Elsevier, 2022, pp. 224-229 (Journal of the American Pharmacists Association. JAPhA ; 63 (1))
En ligne : www.japha.org[...]

Malgré d'importants investissements et un soutien politique en faveur de la réduction des risques, notamment le naloxone, les seringues et les médicaments contre les troubles liés à la consommation d'opiacés, les personnes qui consomment des drogues continuent de connaître des taux sans précédent de mortalité par overdose et de morbidité due aux maladies infectieuses. La criminalisation de la consommation de drogues a exacerbé de manière disproportionnée ces méfaits liés à la drogue et imposé des fardeaux à court et à long terme à des populations déjà marginalisées et vulnérables. Les professionnels et les étudiants en pharmacie ne sont pas à l'abri des effets de la criminalisation de la consommation de drogues, car une seule condamnation peut entraîner la perte de leur licence, de leur emploi ou de leurs études. Les communautés deviennent moins saines et stagnent dans des systèmes de criminalisation punitive, ce qui réduit encore les possibilités de croissance. La décriminalisation de l'usage et de la possession de drogues est une approche efficace et urgente de la consommation de drogues qui transfère les ressources de la punition à la santé publique, réduisant ainsi les impacts négatifs de la consommation de drogues et maintenant les communautés en sécurité et en santé. Les pharmaciens jouent un rôle essentiel dans la prévention et la gestion de l'abus de drogues et des troubles de la consommation. Alors que les décideurs politiques envisagent et mettent en œuvre la décriminalisation des drogues, les pharmaciens doivent défendre activement ces politiques et sensibiliser les partenaires communautaires et organisationnels aux avantages individuels, professionnels et communautaires de cette stratégie de réduction des risques.

[Recommendations for setting up online harm reduction services](#)

de Lana Durjava
Février. Lituanie (Vilnius) : Eurasian Harm Reduction Association (EHRA), 2023, 55 p.
En ligne : idpc.net[...]

Ce document a été développé par Lana Durjava pour l'Eurasian Harm Reduction Association (EHRA) dans le cadre du projet "Sustainability of

Services for Key Populations in Eastern Europe and Central Asia". Il présente un guide succinct contenant des recommandations à l'intention des responsables de services de réduction des risques sur la manière de lancer un nouveau service de réduction des risques en ligne - ou d'améliorer un service existant - destiné aux personnes qui consomment des drogues (PWUD). Le guide contient des conseils pratiques, étape par étape, concernant la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de sensibilisation en ligne. L'objectif de ce guide est de fournir aux responsables des services de réduction des risques, ainsi qu'aux représentants d'autres organisations travaillant avec les populations clés, toutes les informations essentielles nécessaires au lancement d'un programme de sensibilisation en ligne, compilées en un seul endroit et présentées sous la forme de recommandations concises, fondées sur des preuves et faciles à mettre en œuvre.

Les recommandations incluses dans ce guide peuvent être adaptées en fonction des besoins et des ressources des organisations individuelles, des contextes locaux et des caractéristiques de la population cible. Elles peuvent également être adaptées à la sensibilisation d'autres populations clés, telles que les personnes vivant avec le VIH, les travailleurs du sexe ou les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes.

[A scoping review of opioid harm reduction interventions for equity-deserving populations](#)

de Katrina Milaney, Rebecca Haines-Saah, Brenlea Farkas, et al.
Mai. [S.l.] : Elsevier, 2022, 16 p. (Lancet regional health. Americas ; 12)
En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...

La morbidité et la mortalité associées à la consommation d'opioïdes sont devenues une crise nord-américaine. La réduction des risques est une approche de la consommation de substances fondée sur des preuves. Des stratégies de réduction des risques ciblées qui tiennent compte des besoins de populations spécifiques sont nécessaires. L'objectif de cette revue de la littérature scientifique était de documenter la gamme d'interventions de réduction des risques liés aux opioïdes dans les populations qui méritent l'équité, notamment les groupes racialisés, les peuples autochtones, les LGBTQIA2S+, les personnes handicapées et les femmes.

Dix bases de données ont été consultées depuis leur création jusqu'au 5 juillet 2021. Les termes de réduction des risques et d'utilisation des opioïdes ont constitué les concepts centraux de la recherche. Nous avons inclus les études qui : (1) évaluaient le développement, la mise en œuvre et/ou l'évaluation d'interventions de réduction des risques liés à l'utilisation d'opioïdes, et (2) rapportaient des résultats liés à la santé ou présentaient des perspectives directement liées à des expériences de réception ou d'administration d'interventions de réduction des risques, (3) étaient réalisées au sein d'une population méritant l'équité et (4) étaient réalisées en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada ou aux États-Unis. Une carte des connaissances a été élaborée a-priori sur la base de la littérature décrivant les différents types d'interventions de réduction des risques et complétée par l'expertise de l'équipe de recherche.



[Harm reduction and abstinence-based models for treatment of substance use disorders during the COVID-19 pandemic: a global perspective](#)

de Venkata Lakshmi Narasimha, Jenna Butner, Enjeline Hanafi, et al.
Août. Cambridge : Cambridge university press, 2022, pp. 66-69 (BJPsych international ; 19 (3))

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...



La pandémie de COVID-19 a considérablement affecté les services de traitement des personnes souffrant de troubles liés à l'utilisation de substances (TDS). Sur la base des perspectives des prestataires de services de huit pays, nous discutons de l'impact de la pandémie sur les services de traitement des MDS. Bien que de nombreux pays se soient rapidement adaptés à l'offre de services de réduction des risques en modifiant leurs politiques et leurs prestations de services, certains ont opté pour une stratégie forcée basée sur l'abstinence. De même, des perturbations des approches fondées sur l'abstinence, telles que les communautés thérapeutiques, ont été signalées. La prise de conscience mondiale est cruciale pour une gestion responsable des MDS pendant la pandémie, et l'élaboration de directives internationales en matière de politique de santé est un besoin urgent dans ce domaine.

[Addressing adolescent substance use with a public health prevention framework: the case for harm reduction](#)

de James Michael Winer, Amy M. Yule, Scott E. Hadland, et al.
Décembre. Royaume-uni : Taylor & Francis, 2022, pp. 2123-2136 (Annals of Medicine ; 54)

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...

L'adolescence est une étape du développement définie en partie par la prise de risques. La prise de risque est essentielle au développement normal et présente des avantages importants, notamment l'essai de nouvelles activités et l'exploration de nouvelles relations. La prise de risque est également associée à l'initiation à la consommation de substances. Étant donné que la consommation de substances psychoactives commence souvent à l'adolescence, l'accent a été mis sur la prévention primaire dans le but de prévenir la consommation initiale. Les approches de prévention secondaire ou tertiaire, telles que le conseil pour éliminer la consommation de substances ou l'offre de traitement, sont des approches courantes pour les adolescents ayant une consommation problématique de substances ou un trouble de la consommation. Bien que cela soit important, pour certains adolescents, le traitement ou l'arrêt de la consommation peut ne pas être souhaité. Dans ce cas, les professionnels de la santé peuvent offrir des conseils clairs qui intègrent la réduction des risques. La réduction des risques, qui est souvent appliquée pour les adultes qui consomment des substances, réduit les effets négatifs associés à la consommation de drogues sans exiger l'abstinence. La réduction des risques est essentielle pour assurer la sécurité et la santé des adolescents et peut offrir des possibilités d'engagement futur dans un traitement. L'objectif de cette étude est de décrire les stratégies permettant d'intégrer les principes de réduction des risques dans des environnements cliniques adaptés au développement. Une

approche de la réduction des risques centrée sur le patient peut valider les avantages perçus de la consommation de substances, proposer des stratégies pour minimiser les risques et conseiller la réduction de la consommation et l'abstinence. La consommation de substances commence souvent à l'adolescence et les approches traditionnelles sont souvent ancrées dans le cadre de la prévention. La réduction des risques devrait être intégrée pour les adolescents ayant une consommation problématique de substances ou un trouble de la consommation. Cette revue propose des stratégies d'intégration des principes de réduction des risques adaptées aux adolescents.

[School-based harm reduction with adolescents: a pilot study](#)

de Nina Rose Fischer

Décembre. [S.l.] : Springer Nature, 2022, 11 p. (Substance abuse treatment, prevention and policy ; 17 (1))

En ligne : [www.ncbi.nlm.nih.gov/...](http://www.ncbi.nlm.nih.gov/)

Une étude pilote de Safety First : Real Drug Education for Teens a montré des résultats significatifs avant et après le programme avec des étudiants de première année de lycée. Les résultats négatifs de l'éducation en matière de drogues sont liés à l'incapacité de susciter l'intérêt des élèves en raison d'un matériel inadapté au développement et comprenant des activités sans rapport avec les expériences réelles des jeunes. Les quelques études sur la réduction des risques ont montré que les élèves avaient une meilleure connaissance des drogues. Les élèves étaient moins susceptibles de consommer des substances, et moins susceptibles de consommer à des niveaux dangereux. D'autres études sont nécessaires pour prouver l'efficacité de la réduction des risques en classe. L'objectif de cette étude était de mesurer les connaissances et les comportements en matière de réduction des risques, y compris la défense de la politique en matière de drogues, avant et après Safety First. Les données ont été analysées à l'aide du test de McNemar, de l'ANOVA, de la régression linéaire, de tests t et du codage thématique. Les résultats de l'enquête, corroborés par les résultats qualitatifs, ont montré une augmentation significative ($p < 0,05$) des connaissances et des comportements en matière de réduction des risques liés à la consommation de substances psychoactives chez les élèves de première année du secondaire, avant et après Safety First. Cette augmentation était liée à une diminution de la consommation globale de substances. La réduction des risques est souvent perçue comme une approche controversée de la consommation de substances. Ces résultats ont des implications pour une étude plus poussée de ce qui pourrait être une intervention prometteuse basée sur la réduction des risques dans la consommation de substances psychoactives chez les adolescents.



[Harm reduction implementation among HIV service organizations \(HSOs\) in the U.S. south: a policy context analysis and results from a survey of HSOs](#)

de Megan C. Stanton, Samira B. Ali, Katie McCormick

Juillet. [S.l.] : Springer Nature, 2022, 11 p. (BMC health services research ; 22 (1))

En ligne : [www.ncbi.nlm.nih.gov/...](http://www.ncbi.nlm.nih.gov/)



Les organisations de services liés au VIH font partie intégrante des services offerts aux communautés touchées de manière disproportionnée par les épidémies de VIH et d'opioïdes dans le Sud des États-Unis. La lutte contre ces épidémies croisées nécessite la mise en œuvre d'approches fondées sur des preuves, telles que la réduction des risques. Cependant, on sait peu de choses sur la mesure dans laquelle les organisations de services VIH du Sud mettent en œuvre la réduction des risques. Ce manuscrit examine : 1) le contexte de mise en œuvre de la réduction des risques dans le Sud, 2) la mise en œuvre de la réduction des risques par les organismes de services liés au VIH dans le Sud, et 3) l'impact des différents contextes dans le Sud sur la mise en œuvre de la réduction des risques par les organismes de services liés au VIH.

Pour examiner le contexte de mise en œuvre, les auteurs ont analysé la politique de réduction des risques à l'échelle nationale et les données sur la mortalité liée à la drogue. Pour examiner la mise en œuvre de la réduction des risques par les organisations de services VIH, les auteurs ont effectué des distributions de fréquence sur les données d'enquête (n = 207 organisations). Les auteurs ont ensuite construit des régressions logistiques, en utilisant les données de mortalité de l'état et le contexte politique comme prédicteurs, afin de déterminer quels facteurs contextuels prédisaient la mise en œuvre de la réduction des risques par les organisations de services VIH.

[Exploring Harm Reduction in Supportive Housing for Formerly Homeless Older Adults](#)

de Lara L. Nixon, Victoria F. Burns

Septembre. Canada : University of Calgary, 2022, pp. 285-294 (Canadian geriatrics journal : CGJ ; 25 (3))

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...

La politique d'exclusion en matière de soins contribue à l'augmentation de personnes âgées sans domicile fixe et confrontées à des problèmes de santé complexes, dont la toxicomanie. L'objectif de cette étude était d'examiner comment la politique et les pratiques de réduction des risques sont vécues et appliquées par les personnes âgées sans domicile fixe et le personnel soignant dans les logements supervisés.

S'appuyant sur les principes de la réduction des risques, le cadre de l'environnement à risque de Rhodes et 15 entrevues semi-structurées (six résidents, neuf employés) dans un établissement de logement avec services de soutien de 70 lits dans l'Ouest canadien, cette étude qualitative constructiviste fondée sur la théorie visait à déterminer : Comment la réduction des risques est-elle vécue et mise en œuvre du point de vue des personnes âgées et du personnel soignant ?

La politique et les pratiques en matière de RH ont aidé les résidents à se sentir respectés et à éprouver un sentiment d'appartenance, en grande partie grâce à la compréhension du personnel de la vulnérabilité structurelle liée à l'itinérance et à ses efforts pour gagner et conserver la confiance des résidents. Les structures physiques et les programmes de l'établissement se sont combinés à l'environnement social pour atténuer les risques des comportements à risque liés ou non à la consommation de substances.



[Impact of harm reduction care in HIV clinical settings on stigma and health outcomes for people with HIV who use drugs: study protocol for a mixed-methods, multisite, observational study](#)

de Emma Sophia Kay, Stephanie Creasy, D. Scott Batey, et al.

Septembre. [S.l.] : BMJ Publishing Group Limited, 2022, 8 p. (BMJ Open ; 12 (9))

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...

Nos travaux pilotes antérieurs suggèrent que la réduction des risques relationnels renforce les relations entre les personnes séropositives qui consomment des drogues et leurs prestataires de soins de santé et améliore les résultats de santé liés au VIH. Cependant, peu de recherches ont été menées sur la manière dont les approches de réduction des risques structurels (par exemple, des stratégies telles que les programmes de distribution de seringues) et/ou relationnels (relation patient-fournisseur) dans les environnements cliniques du VIH peuvent atténuer les expériences de stigmatisation, affecter les relations patient-fournisseur et améliorer les résultats pour les PWH qui consomment des drogues. Notre étude d'observation multisite à méthodes mixtes vise à combler ce manque de connaissances et à développer une intervention pour rendre opérationnels les soins de réduction des risques pour les PWH qui consomment des drogues dans des environnements cliniques du VIH.

L'objectif 1 est d'explorer la relation entre les attitudes stigmatisantes des prestataires de soins de santé à l'égard du travail avec les PWH qui consomment des drogues et l'acceptation et la pratique de la réduction des risques structurels et relationnels par les prestataires au moyen d'enquêtes (n=125) et d'entretiens (n=20). L'objectif 2 consistera à explorer l'interaction entre la réduction des risques perçue par les patients, la stigmatisation intersectionnelle et les résultats cliniques liés au VIH, à l'hépatite C (le cas échéant) et à la consommation de substances par le biais d'enquêtes (n=500) et de groupes de discussion (k=6, total n=36) avec des PWH qui consomment des drogues. Nous procéderons également à l'évaluation psychométrique d'une échelle de 25 éléments que nous avons précédemment développée pour évaluer la réduction des risques relationnels, l'échelle d'évaluation par le patient de la réduction des risques par le prestataire. L'objectif 3 utilisera des approches de conception centrées sur l'humain pour développer et prétester une intervention visant à rendre opérationnels les soins de réduction des risques pour les PWH qui consomment des drogues dans des contextes cliniques de VIH.

[Opioid Use Stigma: An Examination of Student Attitudes on Harm Reduction Strategies](#)

de Gemma Reynolds, Brittany L. Lindsay, Stephanie Knaak, et al.

Janvier. [S.l.] : Springer Nature, 2022, pp. 3381–3397 (International journal of mental health and addiction ; 20 (6))

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...

Comprendre comment le public perçoit les stratégies de réduction des risques peut aider à informer les chercheurs sur la façon de réduire la stigmatisation et les obstacles à la recherche d'aide. La présente étude vise à



déterminer si la stigmatisation des consommateurs d'opioïdes est affectée par le sexe et le type de stratégie de réduction des risques utilisée. Des étudiants de premier cycle (N = 328) ont été assignés de manière aléatoire à la lecture d'une des six vignettes variant selon le sexe et le type de stratégie de réduction des risques : aucune réduction des risques, traitement par agonistes opioïdes (TAO) ou sites de consommation sans risque (SCS). Les résultats ont démontré que les participants étaient moins stigmatisants envers le personnage qui s'engageait dans une OAT par rapport au personnage sans réduction des risques. Il y avait également un modèle démontrant que les SCS peuvent être perçus plus négativement que l'OAT, bien que ces différences n'aient atteint que la signification conventionnelle, et non les alphas ajustés/corrigés. Il n'y a pas eu d'effets significatifs pour le sexe. Les résultats qualitatifs ont révélé que les participants avaient des idées fausses sur la réduction des risques. Les implications et les orientations futures sont discutées.

["They're causing more harm than good": a qualitative study exploring racism in harm reduction through the experiences of racialized people who use drugs](#)

de Parnika Godkhindi, Lisa Nussey, Tim O'Shea

Août. [S.l.] : Springer Nature, 2022, 11 p. (Harm reduction journal ; 19 (1))

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...

L'augmentation de la morbidité et de la mortalité liées aux opioïdes dans les communautés racialisées a mis en évidence la nature intersectionnelle de la crise de la politique des drogues. Compte tenu de l'évolution raciste de la guerre contre la drogue et du mouvement de réduction des risques (RDR), l'objectif de cette étude est d'explorer le racisme au sein des services de réduction des risques à travers les perspectives de nos participants.

Nous avons mené une étude qualitative descriptive afin d'explorer les perspectives des utilisateurs et des fournisseurs de services racialisés sur le racisme dans le mouvement de la RH dans la région du Grand Toronto et de Hamilton (GTHA). Quatre utilisateurs et quatre fournisseurs de services racialisés ont participé à des entrevues semi-structurées qui ont été enregistrées, transcrites et analysées de façon thématique.

Cinq thèmes liés au racisme dans les RH ont été générés : (1) la blancheur de la réduction des risques comme obstacle à l'accès aux services, (2) la diversification des travailleurs des RH comme étape pour surmonter la méfiance, (3) les espaces d'accueil spécifiques aux Noirs, aux Autochtones et aux personnes de couleur facilitent l'accès à la réduction des risques, (4) le manque de représentation dans les campagnes promotionnelles et éducatives liées aux RH, et (5) les RH comme frontière du maintien de l'ordre.

[Electronic cigarettes as a harm reduction strategy among patients with COPD: protocol for an open-label two arm randomized controlled pilot trial](#)

de Elizabeth R. Stevens, Lei Lei, Charles M. Cleland, et al.

Janvier. [S.l.] : Springer Nature, 2022, 11 p. (Addiction science & clinical practice ; 17 (1))

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...



Le sevrage tabagique est le moyen le plus efficace de ralentir le déclin de la fonction pulmonaire associé à la bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO). Bien que des traitements efficaces de sevrage tabagique soient disponibles, ils sont sous-utilisés et près de la moitié des personnes atteintes de BPCO continuent de fumer. En s'attaquant à la dépendance à la nicotine et à la dépendance comportementale, les cigarettes électroniques (CE) pourraient aider les personnes atteintes de BPCO à réduire les méfaits des cigarettes combustibles (CC) en diminuant le nombre de cigarettes par jour (CPD) ou en arrêtant complètement de fumer des CC. Le but de cette étude pilote est d'identifier les obstacles et les facilitateurs à l'utilisation des CE et d'évaluer l'efficacité préliminaire des CE comme stratégie de réduction des risques chez les personnes atteintes de BPCO. Dans le cadre d'un essai pilote randomisé et contrôlé ouvert à deux bras, 60 patients identifiés comme fumeurs avec un diagnostic de BPCO via les dossiers médicaux électroniques d'un grand centre de santé urbain sont randomisés dans un rapport de 1:1 pour recevoir soit des soins standard [conseil + thérapie de remplacement de la nicotine (TRN)], soit un conseil + CE. Le groupe NRT recevra des patches à la nicotine et des pastilles à la nicotine pendant 12 semaines. Le groupe CE recevra la CE pendant 12 semaines. Les deux cohortes recevront des conseils d'un conseiller en santé mentale agréé. Grâce à une évaluation écologique momentanée, les participants signaleront quotidiennement par SMS leur utilisation de la CC dans les deux groupes et de la CE dans le groupe CE. Les résultats primaires seront la faisabilité et l'acceptabilité de l'intervention, et les résultats secondaires seront la réduction de la DPC et le changement des symptômes de la BPCO, mesurés par le score de l'outil d'évaluation de la BPCO (CAT) à 12 semaines. Déplacement de la CC par la CE. Afin d'explorer les attitudes envers l'utilisation de la CU comme stratégie de réduction des risques pour les patients atteints de BPCO, des entretiens seront réalisés avec un échantillon de participants des deux bras de l'étude.

[Harm reduction behaviors are associated with carrying naloxone among patients on methadone treatment](#)

de Zofia Kozak, Daniel Ciccarone, Johannes Thrul, et al.

Février. [S.l.] : Springer Nature, 2023, 6 p. (Harm reduction journal ; 20 (1))

En ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/...

Malgré la disponibilité généralisée de la naloxone, les taux de surdose d'opioïdes aux États-Unis continuent d'augmenter. La "Cascade de soins" (CoC) est une approche de santé publique qui identifie les étapes pour atteindre des résultats spécifiques et a été utilisée pour identifier les lacunes dans le port de la naloxone chez les personnes souffrant de troubles de l'usage des opioïdes (OUD). Nous avons cherché à appliquer ce cadre à une population de personnes souffrant de troubles de l'usage d'opiacés en quête de traitement, qui pourrait être plus encline à adopter des comportements de réduction des risques.

Des patients ont été recrutés dans un programme de méthadone urbain pour répondre à une enquête. Nous avons évalué la familiarité, la

disponibilité, l'obtention, la formation et la possession de naloxone, ainsi que les taux de portage de naloxone, les données démographiques et les comportements de réduction des risques. Une régression logistique multivariable a examiné les associations entre le port de la naloxone et les facteurs individuels.

[Le pharmacien d'officine, acteur de la réduction des risques et des dommages](#)

Janvier. Paris : Ordre national des pharmaciens, 2023, 39 p.

En ligne : www.ordre.pharmacien.fr[...]

L'Ordre des pharmaciens vient de publier un document intitulé Le pharmacien d'officine acteur de la réduction des risques et des dommages. Ce document rappelle l'engagement des pharmaciens découlant de la déontologie propre à la profession : les officines sont des lieux d'accueil, d'information et d'écoute présentent sur l'ensemble du territoire et permettent ainsi aux patients d'accéder à des recommandations propres à leur situation, sans jugement ni stigmatisation.

Les personnes usagères de drogues peuvent y bénéficier de nombreux services et les pharmaciens sont des acteurs de proximité essentiels pour la réduction des risques, reconnus comme tels par les acteurs de l'addictologie et les pouvoirs publics.

Ce guide revient ainsi sur les bases de l'addictologie, les traitements de substitution aux opioïdes (TSO), les échanges de seringue ou encore la naloxone. L'objectif : donner aux pharmaciens les outils et bonnes pratiques nécessaires à une prise en charge optimale d'une clientèle diverse et présentant des besoins spécifiques.

De plus, ce document incite les officines à se rapprocher des secteurs spécialisés de l'addictologie associative ou hospitalière, permettant une prise en charge pluri-professionnelle et au plus près des besoins exprimés.

[Disponibilité et gestion du matériel d'injection dans les pharmacies : Enquête auprès des officines de la Région de Bruxelles-Capitale](#)

de Martin Selis, Jérôme Poulin

Bruxelles : Transit asbl, 2023, 45 p.

En ligne : infogram.com[...]



Le pôle recherche et développement de l'asbl Transit vient de publier les résultats de son étude concernant la disponibilité et la gestion du matériel d'injection dans les pharmacies du territoire régional bruxellois.

Dans ses conclusions, l'étude mentionne que globalement, la disponibilité de seringues stériles en officine semble assez bonne, 81% des pharmacies répondantes déclarant les proposer à la vente. Cependant, c'est leur conditionnement qui peut poser question. En effet, seules 6% des pharmacies bruxelloises interrogées proposent la vente sous forme de kits Stérifix, pour rappel seul conditionnement permettant aux usagers injecteurs de minimiser l'ensemble des risques sanitaires liés à leur consommation. De plus, seules 18% d'entre elles proposent la vente à l'unité, plus adaptée aux consommateurs de rue précarisés que la vente par sachet de 10. Les pharmacies déclarant refuser de vendre des seringues

stériles évoquent comme motifs principaux l'absence de demande (71%), estiment que ce n'est pas leur rôle (10%) ou qu'il s'agit d'une pratique contraire à leur éthique (6%). Le fait d'avoir connu des problèmes avec des usagers (9%) ou d'en redouter (4%) ne semble donc qu'un motif très marginal de refus, ce qui est plutôt rassurant dans une éventuelle optique d'amélioration de la couverture en points d'accès au matériel stérile. Les auteurs recommandent aux autorités publiques de prendre des mesures en vue :

D'augmenter la disponibilité des kits Stérifix en officine ;

De développer une filière de récupération systématique et facilement accessible, accompagnée d'un cadre légal.

[Réduction des risques, tabac et vapotage. Pour une politique innovante en matière de lutte contre les méfaits du tabac](#)

de Stéphane Leclercq, Alexis Jurdant

Février. Bruxelles : FEDITO, 2022, 26 p.

En ligne : feditobxl.be[...]

La FEDITO BXL publie un positionnement et un ensemble de recommandations qui, dans une perspective de santé publique, appellent à davantage de place à la réduction des risques en matière de tabagisme. La fédération souhaite notamment que la politique antitabac menée en Belgique puisse mieux intégrer la cigarette électronique dans les dispositifs proposés aux personnes qui souhaitent sortir du tabagisme, aux côtés d'autres formes d'accompagnements, de traitements de substitution et d'aide au sevrage.

[Mieux accompagner les personnes usagères d'alcool en médecine générale. Guide pratique de la réduction des risques alcool \(RDRA\)](#)

de Matthieu Fieulaine, Jean Lévy

France : Modus Bibendi. Collectif des acteurs de la RDR alcool, 2023, 12 p.

En ligne : www.federationaddiction.fr[...]



Le guide de Modus Bibendi donne des clés aux médecins généralistes pour accompagner les personnes dans un objectif de réduction des risques : « Nous pouvons, grâce à l'écoute, le pragmatisme et l'adaptation à leurs besoins et capacités, leur permettre de limiter les répercussions négatives auxquelles elles s'exposent et leur éviter d'attendre de nombreuses années et des pertes parfois lourdes avant de faire évoluer leurs manières de boire vers une sécurisation et une meilleure qualité de vie. »

[Plan pour la disparition des scènes ouvertes de drogues : Trois années après l'adoption du plan crack, la crise du jardin Éole et de la Porte de la Villette, les propositions formalisées des acteurs du secteur sanitaire et médico-social](#)

Septembre. Paris (<http://www.federationaddiction.fr>) : Fédération Addiction, 2022, 16 p.

En ligne : www.federationaddiction.fr...

Il y a un an, le 24 septembre 2021, une scène ouverte de crack (associant présence importante d'usagers et trafic sur un même lieu) a été installée Porte de la Villette, sur le site de Forceval, suite à l'évacuation par la préfecture de police de Paris d'une scène précédente implantée au jardin d'Éole pendant plusieurs mois.

Depuis, des centaines d'usagers y vivent dans des conditions indignes. Cette scène donne lieu à des troubles à la tranquillité et à la sécurité publique très difficiles à vivre au quotidien pour les riverains alors que les professionnels du champ sanitaire et médico-social y travaillent dans de très mauvaises conditions.

Les scènes ouvertes de consommation de drogues doivent disparaître. Mais cette disparition n'est possible que par la mise en oeuvre d'une réponse sanitaire et de réduction des risques qui doit être associée à une réponse de sécurité publique sur les trafics présents sur site et sur les troubles à l'ordre public générés par cette scène.

[La Réduction des risques en hébergement. Etat des lieux des pratiques et des besoins](http://www.federationaddiction.fr)

Paris (<http://www.federationaddiction.fr>) : Fédération Addiction, 2023, 28 p.

En ligne : www.federationaddiction.fr...



Ces dernières années, la réduction des risques (ou RdR) s'est développée dans certaines structures de l'accueil-hébergement-insertion. La Fédération Addiction et la Fédération des acteurs de la solidarité ont interrogé plusieurs centaines de professionnels : l'état des lieux ainsi dressé montre des dynamiques positives... qui souffrent toutefois d'un manque de moyens. Les publics en situation de précarité sont particulièrement touchés par les pratiques addictives. Pendant longtemps, les centres d'hébergement qui les accueillent ont mis en place une interdiction de consommation d'alcool ou d'autres substances. Cette situation est toutefois en train de changer : une dynamique de réduction des risques émerge peu à peu dans les établissements.

[Recommandations des professionnel-le-s des addictions pour la disparition des scènes ouvertes de consommation et une approche globale d'accompagnement des personnes concernées](http://www.grea.ch)

de GREA

Septembre. Lausanne (<http://www.grea.ch>) : GREA, 2023, 10 p.

En ligne : www.grea.ch...



Avec l'augmentation des consommations de crack dans l'espace public à Genève dès 2021, puis la réémergence d'une scène ouverte à Lausanne, la problématique des addictions fait son retour dans l'espace public. Cette situation semble indiquer que la politique drogue actuelle, héritée de la crise

des années 1980 et 90, ne suffit plus à répondre aux enjeux contemporains. Les professionnel·le·s des addictions identifient quatre facteurs à l'origine de cette crise : la précarisation croissante de la population et en particulier des personnes vulnérables, la disponibilité et la qualité sans précédent des drogues, la transformation du marché et des modes de consommation, ainsi qu'une péjoration de la santé mentale. Ces facteurs, loin d'être isolés les uns des autres, s'influencent mutuellement. Depuis la fin de la pandémie de Covid-19, les professionnel·le·s des addictions constatent une augmentation de la présence de publics précarisés dans la rue ainsi que des comorbidités psychiatriques plus fréquentes et plus complexes parmi leurs bénéficiaires. Cette situation implique une multiplication des risques de consommation problématique et une complexification des facteurs de vulnérabilité. Sur la base de ces constats, les professionnel·le·s des addictions, que réunit le GREA, publient des recommandations à l'intention des autorités, des médias et du public pour adresser ces nouveaux enjeux. Si nous connaissons pour l'essentiel les solutions nécessaires, sans les moyens adéquats, leur mise en œuvre demeure un défi majeur. Il est impératif d'investir dans des ressources en adéquation avec les problématiques actuelles.

[Tableau de bord de l'usage de drogues et ses conséquences socio-sanitaires en Wallonie 2022](#)

de Rosalie Régny, Clémentine Stévenot, Michaël Hogge
Juillet. Bruxelles : Eurotox, 2023, 287 p.
En ligne : eurotox.org[...]

Ces documents offrent un état des lieux détaillé de la situation socio-législative et épidémiologique relative à l'usage de substances psychoactives légales et illégales. Ils débutent par une mise en contexte politique et légale de l'usage de drogues au plan international et fédéral, complétée par une contextualisation régionale (respectivement wallonne et bruxelloise).



Compte tenu des mécanismes de stigmatisation et du cadre légal actuel de l'usage de drogues illégales, un chapitre est consacré au lien entre les inégalités sociales de santé et l'usage de drogue.

L'état des lieux de la consommation porte sur les grandes catégories de produits (alcool, tabac, médicaments psychotropes, cannabis, autres drogues illégales, nouvelles substances psychoactives). Une section spécifique est également consacrée à la polyconsommation et une autre aux principaux comportements d'usage sans produits (usage des technologies de la communication et de l'information, et usage des jeux de hasard et d'argent). Pour chaque catégorie, le cadre législatif, la disponibilité et l'usage au sein de différentes populations (population générale, population scolaire, usager·es de drogues, etc.) sont détaillés.

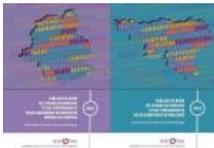
Les différentes conséquences sanitaires et sociales liées à l'usage de substances psychoactives sont abordées à travers les données relatives aux infractions pénales, aux intoxications, aux demandes de traitement pour un usage problématique, aux prises en charge dans les services de psychiatrie, aux infections au VIH et hépatites B et C, à la mortalité et au coût social.

[Tableau de bord de l'usage de drogues et ses conséquences socio-sanitaires en région de Bruxelles-Capitale 2022](#)

de Rosalie Régny, Clémentine Stévenot, Michaël Hogge
Juillet. Bruxelles : Eurotox, 2023, 290 p.

En ligne : eurotox.org/...

Ces documents offrent un état des lieux détaillé de la situation socio-législative et épidémiologique relative à l'usage de substances psychoactives légales et illégales. Ils débutent par une mise en contexte politique et légale de l'usage de drogues au plan international et fédéral, complétée par une contextualisation régionale (respectivement wallonne et bruxelloise).



Compte tenu des mécanismes de stigmatisation et du cadre légal actuel de l'usage de drogues illégales, un chapitre est consacré au lien entre les inégalités sociales de santé et l'usage de drogue.

L'état des lieux de la consommation porte sur les grandes catégories de produits (alcool, tabac, médicaments psychotropes, cannabis, autres drogues illégales, nouvelles substances psychoactives). Une section spécifique est également consacrée à la polyconsommation et une autre aux principaux comportements d'usage sans produits (usage des technologies de la communication et de l'information, et usage des jeux de hasard et d'argent). Pour chaque catégorie, le cadre législatif, la disponibilité et l'usage au sein de différentes populations (population générale, population scolaire, usager-es de drogues, etc.) sont détaillés.

Les différentes conséquences sanitaires et sociales liées à l'usage de substances psychoactives sont abordées à travers les données relatives aux infractions pénales, aux intoxications, aux demandes de traitement pour un usage problématique, aux prises en charge dans les services de psychiatrie, aux infections au VIH et hépatites B et C, à la mortalité et au coût social.

[L'essentiel sur... La réduction des risques et des dommages : une politique entre humanisme, sciences et pragmatisme](#)

de MILDECA

Paris : MILDECA, 2023, 4 p.

En ligne : www.drogues.gouv.fr/...



La consommation de produits psychoactifs (alcool, tabac, drogues) comporte des risques sanitaires et peut provoquer des dommages sociaux. La réduction des risques et des dommages (RDRD), sans nier le caractère illicite de certains usages, permet de considérer l'addiction comme une maladie chronique. Elle s'adresse également aux personnes non dépendantes dont les pratiques s'avèrent particulièrement dangereuses. Elle reconnaît que l'arrêt de la consommation n'est pas possible pour certaines personnes, à certains moments de leur trajectoire, et qu'il faut alors mobiliser des leviers pragmatiques et adaptés pour améliorer leur qualité de vie.

Initiée au moment de l'épidémie de VIH/SIDA, avec pour objectif premier de maintenir en vie les toxicomanes, la politique de réduction des risques et des dommages en direction des usagers de drogues est inscrite dans la loi (article L3411-8 du code de la santé publique). Elle se fonde sur des résultats scientifiques solides et participe d'un ensemble de réponses visant à

prévenir les consommations, accompagner et soigner les usagers et réduire les conséquences des usages de substances psycho-actives, pour l'individu comme pour la société. [Extrait]

Synthèse de l'enquête Merci la vape

[S.I.] : Sovape Association, 2023, 13 p.

En ligne : [www.sovape.fr\[...\]](http://www.sovape.fr[...])

Destinée à donner la parole aux usagers de la vape, l'opération « Merci la vape » a été lancée le 31 mai 2023 lors de la journée mondiale sans tabac par les associations SoVape, AIDUCE, La vape du coeur et FIVAPE. 40 000 vapoteurs ont répondu à l'enquête associée, destinée à connaître leurs pratiques, leurs opinions et les effets de la vape. 96 % d'entre eux indiquent avoir réduit ou arrêté leur tabagisme grâce à la vape.

Avec 40 000 répondants entre juin et septembre 2023, l'enquête « Merci la vape » est la plus grande enquête sur la vape jamais réalisée en France.

Parmi ces vapoteurs :

40 % sont des femmes et 60 % sont des hommes,

33 % ont entre 18 et 34 ans, 39 % ont entre 35 et 49 ans, 27 % ont 50 ans ou plus.

Destinée à donner la parole aux usagers de la vape, l'opération « Merci la vape » a été lancée le 31 mai 2023 lors de la journée mondiale sans tabac par les associations SoVape, AIDUCE, La vape du coeur et FIVAPE. 40 000 vapoteurs ont répondu à l'enquête associée, destinée à connaître leurs pratiques, leurs opinions et les effets de la vape. 96 % d'entre eux indiquent avoir réduit ou arrêté leur tabagisme grâce à la vape.

La plus grande enquête française sur les usagers de la vape

Avec 40 000 répondants entre juin et septembre 2023, l'enquête « Merci la vape » est la plus grande enquête sur la vape jamais réalisée en France.

Parmi ces vapoteurs :

40 % sont des femmes et 60 % sont des hommes,

33 % ont entre 18 et 34 ans, 39 % ont entre 35 et 49 ans, 27 % ont 50 ans ou plus.

Selon les répondants, la vape les aide à réduire ou arrêter leur tabagisme

Les résultats de cette grande enquête sont très encourageants pour le vapotage : 96 % des répondants indiquent avoir réduit ou arrêter leur tabagisme grâce à la vape. Parmi ceux qui ont arrêté de fumer, la quasi-totalité (97 %) estime que la vape les a aidé.

« Merci la vape » a également interrogé les personnes sur les potentiels développements de la réglementation sur la vape, notamment la possible interdiction des arômes ou l'imposition accrue du vapotage. Ainsi, un tiers d'entre eux risqueraient de recommencer à fumer des cigarettes si les arômes des vapes étaient supprimés et un quart si les taxes sur le vapotage augmentaient.



[Intervenir auprès des personnes âgées consommatrices d'alcool dans une logique de réduction des risques \(RDR\)](#)

Décembre. Marseille : URIOPSS Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2023, 18 p.
En ligne : www.uriopss-pacac.fr...



L'URIOPSS Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse et l'association Santé ! ont conçu un guide sur la réduction des risques alcool auprès des personnes âgées. Ce travail a émergé du constat partagé de la nécessité de soutenir les interventions auprès des personnes âgées consommatrices d'alcool. Son objectif n'est pas de se substituer aux professionnels spécialisés en addictologie: il vise à outiller les « experts » du quotidien, pour déconstruire les idées reçues sur la consommation d'alcool et informer sur les réflexes à éviter, identifier les risques prioritaires, connaître les bons réflexes pour sécuriser une situation, identifier les dispositifs ressources et les dispositifs en addictologie sur lesquels s'appuyer.

[Consommer à moindre risque](#)

de Pascale Meunier

In SANTE CONJUGUEE, n°106 (Mars 2024), pp. 47-48

En ligne : www.maisonmedicale.org...



Les premières salles de consommation à moindre risque ont vu le jour il y a une trentaine d'années en Suisse. Liège a ouvert la sienne en 2018 et Bruxelles en 2022. Au coeur de ces projets : la prévention des dommages. En toute légalité.

[Réduction des risques et des dommages en milieu pénitentiaire](#)

de Joël Charbit, Thomas Fovet, Marielle Wathelet

Mai. [S.l.] : F2RSM Psy (Fédération régionale de recherche en psychiatrie et santé mentale Hauts-de-France), 2023, 55 p.

En ligne : www.f2rsmpsy.fr...



Ce rapport présente les résultats de l'étude « Réduction des Risques et des Dommages en milieu pénitentiaire – attentes et représentations ». L'objectif de cette étude est de décrire et d'interpréter, au moyen d'une enquête qualitative, les enjeux que rencontre le déploiement de pratiques et dispositifs de RDRD dans la région Hauts-de-France. L'enquête a pris place dans trois établissements pénitentiaires de la région et repose sur un échantillonnage amenant à confronter les positions, représentations et pratiques de plusieurs groupes d'acteurs : personnes détenues, professionnels du soin, de la santé et de l'accompagnement, professionnels de la sécurité. 47 entretiens semi-directifs ont ainsi été menés entre mars 2021 et avril 2022. L'enquête a pour objectif d'identifier les vecteurs et les freins au déploiement de pratiques et de dispositifs de RDRD.